

# De Block : un numéro pour les étudiants en cours

« Je fais des économies si tout le monde en fait. Je suis sportive en politique mais... » **Maggie DE BLOCK**

**2,3** milliards €. déjà économisés par la ministre sur son budget des soins de santé.

**Un examen d'entrée en première, un numéro Inami pour les étudiants en cours d'études de médecine, des règles plus strictes pour les médecins étrangers. Voici les pistes de Maggie De Block pour la rentrée.**

● **Interview : Albert JALLET & Caroline FIXELLES**

**Maggie De Block, vous êtes ministre de la Santé publique et des Affaires sociales (Open Vld). C'est la rentrée universitaire. Qu'allez-vous dire aux étudiants en médecine qui ne savent pas à**

**quelle sauce ils vont être mangés ?**

J'ai toujours voulu avoir la possibilité de donner des numéros Inami à tous les étudiants qui sont maintenant en cours de route. Le sentiment en Flandre est qu'il n'est pas tolérable d'avoir tant de médecins et de dentistes formés en Wallonie sans qu'ils n'aient fait un effort alors qu'au nord du pays, les examens d'entrée en médecine existent depuis 20 ans.

**Vous êtes en négociation avec le ministre francophone de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt (PS). Où en êtes-vous ?**

Les négociations sont toujours en cours. Et c'est vrai qu'on n'est pas de grands amis mais nous sommes tous les deux professionnels et nous savons qu'il faut trouver une solution ensemble. Nous sommes un peu condamnés à se voir jusqu'à ce que l'on trouve une solution. Et notamment pour

ceux qui sont en cours d'études. Car vous n'allez pas étudier sept ans et puis vous demander ce que vous pouvez faire de votre vie...

**Mais l'octroi de numéros Inami dépend du filtre que l'on installera en Fédération Wallonie-Bruxelles...**

Oui. Et le dernier filtre (NDLR : un examen d'entrée en fin de première), décidé en 2015, ne fonctionnait pas. Mais ça, c'était de la compétence de monsieur Marcourt. Quand je lui ai dit à l'époque que je ne savais pas si ça allait tenir la route juridiquement, il m'a dit : « *madame De Block, vous n'êtes pas juriste* ». Oui, c'est peut-être vrai mais je comprends la réaction des parents – et des étudiants – dont le fils ou la fille dit « *j'ai réussi ma première bac mais je ne passe pas en deuxième à cause du filtre* ». Cela veut dire qu'il ou elle a beaucoup investi à étudier, pour rien.

**C'est quoi, alors, pour vous la solution ?**

Je pense que la solution la plus pragmatique est d'installer un examen d'entrée comme on le fait en Flandre, comme on le fait d'ailleurs en Fédération Wallonie-Bruxelles pour les ingénieurs. Là, ce n'est pas con-

testé. Et comme on va le faire pour les vétérinaires aussi. Alors, pourquoi pas pour les médecins ?

**Et que dire des médecins étrangers qui viennent en Belgique et obtiennent un numéro Inami ? Ça choque non ?**

Il y a beaucoup de Belges qui partent aussi à l'étranger. Au Canada, aux États-Unis, ils sont très demandés car notre formation universitaire est excellente. Tout le nord de la France est rempli de vétérinaires belges. Ça va dans les deux sens.

À noter que pour les médecins non européens, c'est très sévère pour avoir l'autorisation d'exercer. Pour les Européens, il y a quand même la libre circulation. Mais on va être plus sévère aussi. On pourrait exiger qu'ils parlent la langue des patients. On est en train de regarder de ce que l'on peut faire, sans avoir de difficultés avec l'Europe car c'est sur cela que le Brexit a commencé en Angleterre : la libre circulation n'était plus désirée dans le pays. ■

**« Nous ne sommes pas de grands amis avec monsieur Marcourt. »**

# Maggie, la plus populaire

Elle est indétrônable. Maggie De Block se retrouve une nouvelle fois en tête du classement de la personne politique la plus populaire, dans les trois régions du pays, selon le dernier baromètre RTBF-La Libre.

34 % en Flandre, 36 % à Bruxelles et en Wallonie. Un beau bulletin pour la ministre libérale flamande qui creuse en plus l'écart avec ses suiveurs.

En Wallonie, elle sème de 3 % le président du PS, Elio Di Rupo, alors que l'écart était encore de 2 % en avril. En Flandre, le fossé s'agrandit : 7 % avec le deuxième, le ministre du Travail, Kris Peeters (CD&V).

Alors, fière Maggie ? ■

« Il faut relativiser mais je suis flattée. Ça veut aussi dire que tout le monde veut me tirer dessus (rires). Dans le sport, c'est comme ça. Il n'y en a qu'un à abattre, c'est la médaille d'or. Quand tu demandes à un athlète qui il veut battre, c'est Usain Bolt, le number 1. »

« Quand j'étais en Amérique pour faire la promotion de notre industrie pharmaceutique, dans chaque introduction, on me présentait comme la politicienne la plus populaire de Belgique. Et dans toutes les ambassades, ils le savent aussi. »

« Une recette pour terminer première ? Il n'y a pas de tactique, ce n'est pas le but. Je dis ce que je fais et je fais ce que je dis. Si ça c'est une recette, c'est une recette. On dit souvent que je ne donne pas assez d'interviews, que je ne suis pas assez dans la presse. Tout d'abord c'est parce que je travaille beaucoup et puis, je ne fais jamais d'effets d'annonce. »

« Je n'ai pas changé. J'ai toujours été comme ça, aussi comme médecin. Il faut dire les choses même si ce n'est pas très agréable. Il faut être très pragmatique et faire son travail. C'est pour ça qu'on est payé, comme ministre, pas pour être une star. »

« Moi, je pensais qu'en partant du département Asile et Migration - très visible -, et en arrivant dans le département Santé publique et Affaires sociales, important pour les gens mais très technique, juridique et peu sexy, que ma cote diminuerait. Un jour, par contre, les résultats changeront. Quand tu es première, tu ne sais que descendre. »

## MAGGIE DE BLOCK A DIT...

... sur Bart  
De Wever

**«C'est facile de dire  
ce qu'il faut faire  
quand on n'a  
pas de  
responsabilités.»**

**Q**uand Bart De Wever dit qu'il ne faut plus faire des «économies» dans la Santé et la Sécu mais bien de l'«austérité», Maggie De Block s'anime : «Là, j'ai déjà réalisé 2,3 milliards d'économie sur un budget de 23 milliards. Ça fait 10 %. Et je dois encore trouver plus d'un milliard. Je fais ce qui était prévu et même un peu plus. Je vais continuer à faire ce que j'ai promis. Mais je ne veux pas qu'on augmente tout le temps les économies pour moi, alors que d'autres ne font pas ce qui a été décidé : dans ce sens, Val Duchesse me donne des cauchemars. Moi, je ne fais pas des économies pour faire des économies. Je veux aussi améliorer la qualité des soins de santé. Il y a eu et il y a encore du gaspillage dans les analyses, les radios, les médicaments.»

Elle contre-attaque aussi : «On ne parle que des économies que je réalise mais quand j'instaure le principe du 1/3 payant qui garantit l'accessibilité à un maximum de gens, quand on négocie avec l'industrie pharmaceutique pour le remboursement de médicaments chers, ou quand l'on rembourse certaines pathologies qui ne l'étaient pas, ça, on ne dit rien.»

Conclusion : «Je fais des économies mais j'attends la même chose des autres. Je suis sportive en politique mais...», ici, Bart De Wever pousse le bouchon un peu loin. Et de hausser les épaules devant ce que l'on pourrait qualifier de musculature électorale. ■

...sur le plan  
de réinsertion  
pour les malades

longue durée :

**«Il y a trop  
de gens malades  
et malades  
depuis trop  
longtemps.»**

**«**Il y a trop et de plus en plus de malades longue durée. Il faut enrayer le phénomène. Oui, il y a un trajet de réinsertion mais il n'y a pas que ça. Nous devons mettre en place un travail de prévention avec le ministre du travail. Pourquoi y a-t-il autant de burn-out, de dépression, de problèmes psychiques qui représentent plus de 30 % des maladies ? Et les maladies musculo-squelettiques ? Cela va déjà mieux mais pour cela, il faut investir dans du bon matériel.»

Oui mais quid du trajet de réinsertion et des sanctions à la clef qui pourraient intervenir si ça ne marche pas ?

La ministre précise : «Les sanctions ont déjà existé pendant des années : là, on coupait totalement les vivres à 100 %. Et puis les gens se retrouvaient au CPAS et devaient tout recommencer à zéro. C'est démoralisant. Ça, ce n'est pas bon.»

Même chose pour la reprise du travail : «Maintenant, c'est presque tout ou rien. On peut demander aux gens de reprendre, mais avec de l'aide et petit

à petit. Comme beaucoup le souhaitent. On ne peut pas redémarrer à 50 % dès le début. Ça peut prendre beaucoup de temps.»

Oui mais pour ça, il faut convaincre aussi les employeurs. Et là, Maggie De Block cherche toujours les arguments... ■

...sur les indemnités  
de maladie dont  
la base va être  
recalculée :

**«Précision, ce dossier  
n'a pas encore reçu  
le feu vert du conseil  
des ministres.  
Il n'aura pas non plus  
d'effets rétroactifs.»**

**«**Oui, on va simplifier la base de calcul pour l'indemnité de maladie. Et cela risque de faire entre 25 et 30 millions d'euros d'économie mais on ne le sait pas encore précisément.»

Précision justement, le dossier n'a pas encore reçu le feu vert du conseil des ministres. Ici, qui dit simplifier, dit retirer. Explication. Lorsque vous tombez malade, votre indemnité maladie est calculée sur base de votre dernier salaire et d'une partie des «primes» que vous recevez.

Actuellement, les primes comme celles de fin d'année ou les chèques-repas sont déjà exclues du calcul de l'indemnité. Par contre, celles comme l'ancienneté vont être retirées du montant de base. D'où un manque à gagner.

Même sort pour les heures supplémentaires si elles ne représentent pas 10 % de votre salaire. Elles ne sont plus prises en compte. Au-dessus de 10 %, elles le seront toujours.

Par contre, le calcul ne se fera plus

sur le dernier salaire mais sur celui versé 6 mois auparavant. «Ainsi, si une personne, qui n'est pas bien, est passée pendant cette période vers une fonction avec moins de responsabilités avant d'arrêter totalement, on calcule son indemnité sur un salaire complet. Là, elle y gagne. Les minima et les maxima restent maintenus.» ■

## A MBIANCE

### Du vert de la campagne, à ses échasses

«Moi, je viens de la campagne, il me faut du vert.» Maggie De Block commente la vue depuis son bureau de la Tour des Finances, à Bruxelles. Le jardin Botanique, un écrin de verdure. «Je vois les gens qui se promènent, les enfants qui jouent dans ce parc.» Maggie De Block est nature.

De noir vêtue, un collier blanc, une bague. Sobre aussi. Mais d'un regard, elle vous happe, vous capte. Elle parle, décontractée. Étude les questions gênantes par des digressions anecdotiques. La première femme au royaume de la popularité connaît son sujet, ses sujets. C'est sans doute ça, sa recette. Elle sait comment les aborder avec cette franchise naturelle et décidée. Depuis son bureau aux murs blancs et dépouillés, elle gère ses départements : «Hé, c'est immense la Santé et la Sécurité sociale. Il faut

savoir comment ça fonctionne.»

Mais, ça ne la déstabilise pas. Elle démarre tôt, vers 6 h, 6 h 30 : «Je passe d'abord au parti pour régler les affaires avec la présidente, Gwendolyn Rutten. Et puis, je viens ici.»

Titulaire d'un doctorat en médecine, médecin généraliste, la vie politique lui convient parfaitement : «Je déteste la routine.» Elle regarde sa montre, une réunion l'attend, l'actualité la rattrape, justement.

La préférée des Wallons sera-t-elle aux fêtes de Wallonie ce week-end ?

Un clin d'œil au petit bronze qui représente deux échasseurs. «Ceux-là, ce ne sont pas des Namurois. Ils viennent de chez moi, Merchtem. C'est un des villages le plus bas de Flandre. Avant, quand ça débordait, les gens se déplaçaient avec des échasses.» Et hop, elle repart sur ses deux pieds.

## SON CHANTIER DE LA RENTRÉE

### Le financement des hôpitaux

«Il faut que chaque opération soit remboursée de la même façon et que la qualité des soins soit la même partout.» Tel est l'objectif d'un chantier qui occupera Maggie De Block ces prochaines semaines : le financement des hôpitaux. «Un dossier très sensible, anticipe la ministre. On va négocier beaucoup car on va devoir parler notamment de la méthode de remboursement des hôpi-

taux.» Maggie De Block précise que cette réforme s'inscrit dans l'accord de gouvernement. «On s'est rendu compte, sur base d'études, qu'il y a beaucoup d'hôpitaux dont les comptes sont dans le rouge. Et puis, nous avons une diversité sans pareil dans le financement des hôpitaux (privé, commune, CPAS, etc.). C'est une richesse mais aussi une difficulté. Nous voulons simplifier.» ■